



**Convention internationale
sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination raciale**

Distr.
GÉNÉRALE

CERD/C/432
30 mai 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE
LA DISCRIMINATION RACIALE
Soixante et unième session
Genève, 5-23 août 2002

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ET ANNOTATIONS

Note du Secrétaire général

1. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale tiendra sa soixante et unième session à l'Office des Nations Unies à Genève, du 5 au 23 août 2002. La 1^{re} séance s'ouvrira le lundi 5 août à 10 heures.
2. On trouvera ci-après l'ordre du jour provisoire de la session, établi par le Secrétaire général en consultation avec le Président du Comité, conformément à l'article 6 du règlement intérieur, ainsi que les annotations s'y rapportant.
3. L'attention des États parties est appelée en particulier sur les annotations relatives au point 4 et sur l'annexe, où figure le calendrier proposé pour l'examen des rapports et des renseignements complémentaires présentés par les États parties et l'examen de la situation dans les États parties dont les rapports sont très en retard, conformément à la procédure de bilan.
4. Conformément à l'article 64 du règlement intérieur, les représentants des États parties sont invités à assister aux séances du Comité au cours desquelles leurs rapports sont examinés.

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Questions d'organisation et questions diverses.
3. Prévention de la discrimination raciale, y compris mesures d'alerte rapide et procédure d'action urgente.
4. Examen des rapports, observations et renseignements présentés par les États parties conformément à l'article 9 de la Convention.
5. Présentation de rapports par les États parties conformément au paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention.
6. Examen des communications présentées conformément à l'article 14 de la Convention.
7. Examen des copies de pétitions, copies de rapports et autres renseignements relatifs aux territoires sous tutelle, aux territoires non autonomes et à tous les autres territoires auxquels s'applique la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, conformément à l'article 15 de la Convention.
8. Troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1993-2003); suivi de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.
9. Rapport du Comité à l'Assemblée générale, à sa cinquante-septième session, conformément au paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention.

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTÉ

1. Adoption de l'ordre du jour

Conformément à l'article 8 du règlement intérieur, l'adoption de l'ordre du jour est le premier point de l'ordre du jour provisoire de chaque session, sauf s'il y a lieu d'élire les membres du Bureau conformément à l'article 15 du règlement. L'article 9 prévoit qu'au cours d'une session le Comité peut réviser l'ordre du jour et, s'il y a lieu, ajouter ou supprimer des points ou en ajourner l'examen.

2. Questions d'organisation et questions diverses

Au titre de ce point, le Comité étudiera son programme de travail pour la soixante et unième session. Il entreprendra également un débat thématique sur la notion de descendance. Par ailleurs, il examinera ses méthodes de travail et l'application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il sera saisi de deux documents de travail établis par M. Valencia Rodríguez, des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale ainsi que d'une version préliminaire du rapport de la quatorzième réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et de la première réunion intercomités.

3. Prévention de la discrimination raciale, y compris mesures d'alerte rapide et procédure d'action urgente

À sa quarante-cinquième session, le Comité a décidé de faire de cette question l'un des principaux points à inscrire régulièrement à son ordre du jour. Dans le cadre de ses efforts de prévention de la discrimination raciale, le Comité peut décider de prendre des mesures d'alerte rapide afin d'empêcher que des problèmes existants ne dégénèrent en conflits ou bien d'engager une procédure d'action urgente face à des problèmes qui exigent une attention immédiate pour prévenir les violations graves de la Convention ou en limiter l'ampleur et le nombre. Le Comité peut aussi prendre des mesures nouvelles ou complémentaires à l'égard d'États parties dont le cas a déjà été examiné au titre de ce point.

De plus, le Comité peut, s'il le juge bon, programmer à très bref délai l'examen de la situation dans des États parties.

4. Examen des rapports, observations et renseignements présentés par les États parties conformément à l'article 9 de la Convention

À sa soixante et unième session, le Comité examinera les rapports initiaux et périodiques reçus des États parties suivants: Canada, Sénégal, Arménie, Ouganda, Yémen, Arabie Saoudite, Nouvelle-Zélande, Hongrie, Estonie, Botswana et Mali. Il examinera également la mise en œuvre de la Convention dans les États parties suivants dont les rapports périodiques sont très en retard: Fidji, Côte d'Ivoire, Tadjikistan, Équateur et Madagascar.

Selon l'usage et conformément à l'article 64 du règlement intérieur, le Secrétaire général a informé les États parties concernés des dates auxquelles le Comité a envisagé d'examiner leur rapport. Les dates retenues pour l'examen des rapports présentés et pour le bilan de l'application

de la Convention dans les États parties dont le rapport est très en retard sont indiquées dans le calendrier figurant plus loin.

5. Présentation de rapports par les États parties conformément au paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention

À sa soixante et unième session, le Comité sera saisi d'une note du Secrétaire général concernant les rapports présentés par les États parties conformément à l'article 9 de la Convention (CERD/C/433). La partie A de ce document contient la liste des rapports reçus des États parties que le Comité n'a pas encore examinés. La partie B donne des renseignements sur les rapports en retard.

6. Examen des communications présentées conformément à l'article 14 de la Convention

Conformément aux dispositions du chapitre XVIII de son règlement intérieur, le Comité examinera au titre de ce point les communications qui lui ont été ou semblent lui avoir été adressées en vertu de l'article 14 de la Convention.

L'article 88 du règlement intérieur dispose que les séances du Comité au cours desquelles sont examinées les communications soumises en vertu de l'article 14 de la Convention se tiennent à huis clos.

7. Examen des copies de pétitions, copies de rapports et autres renseignements relatifs aux territoires sous tutelle, aux territoires non autonomes et à tous les autres territoires auxquels s'applique la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, conformément à l'article 15 de la Convention

Au titre de ce point, le Comité sera saisi d'une note du Secrétaire général (CERD/C/414) concernant l'article 15 de la Convention et donnant, s'il y a lieu, la liste des pétitions, rapports et documents de travail qui intéressent le Conseil de tutelle et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

8. Troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (1993-2003); suivi de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

À sa 695^e séance (trentième session), en août 1984, le Comité a décidé de maintenir ce point à son ordre du jour et a prié le Secrétaire général de le tenir informé des activités pertinentes qui seraient entreprises conformément au Programme d'action pour la deuxième Décennie, puis au Programme d'action pour la troisième Décennie.

Le secrétariat informera le Comité des activités de suivi de la Déclaration de Durban et du Programme d'action adoptés à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

9. Rapport du Comité à l'Assemblée générale, à sa cinquante-septième session, conformément au paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention

Annexe

Calendrier proposé pour l'examen des rapports, des observations et des renseignements complémentaires présentés par les États parties et l'examen de la situation dans les États parties dont les rapports sont très en retard, conformément à la procédure de bilan

Le calendrier ci-après a été établi par le Secrétaire général en consultation avec le Président, compte tenu des décisions prises à ce sujet par le Comité à sa soixantième session.

<u>Lundi, 5 août 2002</u>		(1525 ^e séance)
Après-midi	Canada	Treizième et quatorzième rapports périodiques, attendus en 1995 et 1997, présentés en un seul document (CERD/C/320/Add.5)
<u>Mardi, 6 août 2002</u>		(1526 ^e et 1527 ^e séances)
Matin	Canada	(suite)
Après-midi	Sénégal	Onzième à quinzième rapports périodiques, attendus entre 1993 et 2001, présentés en un seul document (CERD/C/408/Add.2)
<u>Mercredi, 7 août 2002</u>		(1528 ^e et 1529 ^e séances)
Matin	Sénégal	(suite)
	Fidji ^a	
Après-midi	Arménie	Troisième et quatrième rapports périodiques, attendus en 1998 et 2000, présentés en un seul document (CERD/C/372/Add.3)
<u>Jeudi, 8 août 2002</u>		(1530 ^e et 1531 ^e séances)
Matin	Arménie	(suite)
	Côte d'Ivoire ^a	
Après-midi		Débat thématique sur la discrimination fondée sur la descendance

Vendredi, 9 août 2002(1532^e et 1533^e séances)

Matin

Débat thématique sur la discrimination fondée sur la descendance (*suite*)

Après-midi

Ouganda

Deuxième à dixième rapports périodiques, attendus entre 1983 et 1999, présentés en un seul document (CERD/C/358/Add.1)

Lundi, 12 août 2002(1534^e et 1535^e séances)

Matin

Ouganda

(*suite*)Tadjikistan^a

Après-midi

Yémen

Onzième à quatorzième rapports périodiques, attendus entre 1993 et 1999, présentés en un seul document (CERD/C/362/Add.8)

Mardi, 13 août 2002(1536^e et 1537^e séances)

Matin

Yémen

(*suite*)

Après-midi

Arabie saoudite

Rapport initial et deuxième rapport périodique, attendus en 1998 et 2000, présentés en un seul document (CERD/C/370/Add.1)

Mercredi, 14 août 2002(1538^e et 1539^e séances)

Matin

Arabie saoudite

(*suite*)

Après-midi

Nouvelle-Zélande

Douzième à quatorzième rapports périodiques, attendus entre 1995 et 1999, présentés en un seul document (CERD/C/362/Add.10)

Jeudi, 15 août 2002(1540^e et 1541^e séances)

Matin

Nouvelle-Zélande

(*suite*)

Après-midi

Hongrie

Quatorzième à dix-septième rapports périodiques, attendus entre 1996 et 2002, présentés en un seul document (CERD/C/431/Add.1)

Vendredi, 16 août 2002(1542^e et 1543^e séances)

Matin Hongrie

(suite)

Après-midi Estonie

Cinquième rapport périodique attendu en 2000
(CERD/C/373/Add.2)Lundi, 19 août 2002(1544^e et 1545^e séances)

Matin Estonie

(suite)

Après-midi Botswana

Sixième à quatorzième rapports périodiques,
attendus entre 1985 et 2001, présentés en un seul
document (CERD/C/407/Add.1)Madagascar^aMardi, 20 août 2002(1546^e et 1547^e séances)

Matin Botswana

(suite)

Après-midi Mali

Septième à quatorzième rapports périodiques,
attendus entre 1987 et 2001
(CERD/C/407/Add.2)Mercredi, 21 août 2002(1548^e et 1549^e séances)

Matin Mali

*(suite)*Équateur^a

Après-midi

^a Procédure de bilan (applicable aux États parties dont les rapports sont très en retard).